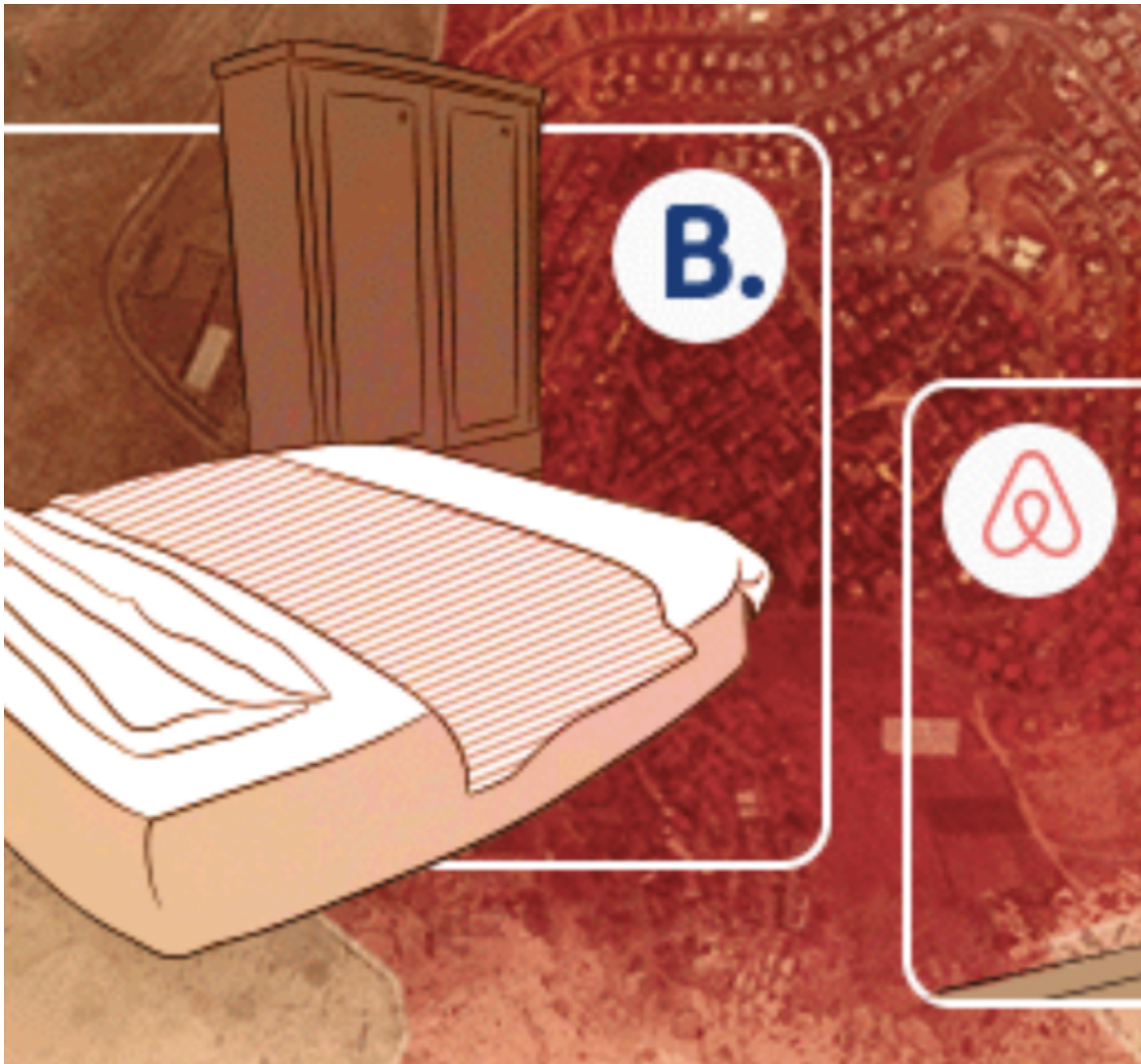


Saisi, installÃ©, louÃ© : comment Airbnb et Booking.com aident les IsraÃ©liens Ã gagner de lâ??argent grÃ¢ce Ã des terres palestiniennes volÃ©es

Description

Par Zeke Hunter-Green, Cramen Aguilar Garcia, Anna Leach, Mark Townsend, Pamela Duncan et Prina Shah, le 27 FÃ©vrier 2025



[The Guardian](#)

Alors qu'Israël déploie des chars en Cisjordanie pour la première fois depuis 20 ans, nous révélons comment deux des plus grandes entreprises de voyages au monde aident les colons à commercialiser des terres volées.

La villa est splendide : piscine privée, terrasse verdoyante et paysagée avec un foyer extérieur, grande table à manger avec balcon offrant une vue panoramique, table de ping-pong, piano. Mais le joyau de la couronne, selon l'annonce Airbnb, est l'expérience d'observer le lever du soleil sur les montagnes voisines depuis le confort de la vaste chambre principale.

La villa, qui offre une vue sur les montagnes de Judée, se trouve dans une colonie implantée sur des terres confisquées aux Palestiniens et considérées comme illégales au regard du droit humanitaire international.

Seule une poignée de Palestiniens est autorisée à entrer dans cette colonie, et dans d'autres colonies israéliennes de Cisjordanie, généralement en tant qu'ouvriers disposant de permis spéciaux.

Une analyse exclusive menée par *The Guardian* a recensé 760 chambres proposées dans des hôtels, appartements et autres locations de vacances situés dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, sur deux des sites touristiques les plus populaires au monde. Pris ensemble, les hébergements répertoriés sur Airbnb ou Booking.com pouvaient accueillir plus de 2 000 personnes en août 2024. La villa n'est qu'un exemple.

« Tekoa est une communauté résidentielle calme, respectueuse et diversifiée », indique l'annonce. Aucune mention n'est faite des récentes confrontations juste à l'extérieur de la ville, impliquant armes à feu, matraques, couteaux et chiens, qui ont forcé des Palestiniens voisins à quitter leurs terres. Dans un rayon de six kilomètres autour de Tekoa, au moins 100 Palestiniens ont été expulsés depuis 2023. Le taux de violence et de confiscations de terres dans la région a grimpé en flèche depuis le début de la guerre à Gaza.

Malgré cette violence récente, Tekoa, une zone connue pour sa beauté naturelle, ses fermes biologiques, la réserve naturelle de Nahal Tekoa administrée par Israël et le parc national d'Herodion, était la colonie de Cisjordanie (hors Jérusalem-Est) comptant le plus grand nombre de locations de vacances répertoriées sur Airbnb.

- Depuis le cessez-le-feu à Gaza, les forces israéliennes ont lancé une opération majeure dans l'autre partie de la Palestine, la Cisjordanie. Des chars sont entrés dans Jéricho, où au moins 44 Palestiniens, dont sept enfants et une femme enceinte, ont été tués. Mais si l'action israélienne actuelle, qu'Israël affirme mener pour lutter contre le terrorisme, est particulièrement intense, son implication en Cisjordanie dure depuis des décennies.
- L'armée israélienne occupe la Cisjordanie depuis 1967, contrôlant le commerce, les déplacements et la vie des 2,5 millions de Palestiniens qui y vivent.
- La plupart des Palestiniens ont été relégués dans de petites enclaves urbaines, où ils disposent d'une autonomie limitée. Ces zones représentent moins de 20 % de la Cisjordanie.
- En plus du contrôle sécuritaire israélien, des colonies juives sont disséminées sur l'ensemble du territoire.
- Les colons recourent fréquemment à la force armée pour s'emparer de terres palestiniennes, un acte qualifié de crime de guerre par l'ONU. Le gouvernement israélien a activement soutenu ces colonies, qui aident à renforcer son emprise sur le territoire et à empêcher la possibilité d'un futur État palestinien.
- Juste au sud de Bethléem se trouve l'une de ces colonies, Tekoa, voisine de la ville palestinienne de Tuquâ.
- Sous le couvert de la guerre à Gaza, les colons ont volé des terres en Cisjordanie à un rythme plus rapide qu'auparavant. Tekoa et ses avant-postes environnants sont les colonies qui se sont le plus étendues : elles représentent 4 500 des quelque 40 000 acres

confisqués dans toute la Cisjordanie depuis octobre 2023, selon l'ONG Kerem Navot.

- Quelques jours après le début de la guerre en octobre 2023, Mohammed, un agriculteur palestinien, gardait ses moutons sur une colline juste au sud de Tekoa, lorsque des soldats des Forces de défense israéliennes (FDI) sont arrivés sur ses terres. Une vidéo montre ce qui s'est passé ensuite.
- Les soldats ont malmené Mohammed tandis que son frère et sa mère tentaient de les arrêter. Mohammed a raconté au *Guardian* que les soldats l'ont battu puis « ont volé tout ce que nous possédions, des moutons aux maisons. Tout, même de la farine, ainsi que des dizaines de tonnes d'orge, de blé et d'olives. » Il a été définitivement chassé de ses terres, l'un des nombreux cas documentés où des soldats des FDI ont facilité ou commis directement des vols par des colons.
- Une déclaration des FDI a indiqué que les soldats ont poursuivi Mohammed parce qu'il « s'approchait d'une zone de communauté israélienne ». Cependant, les FDI ont admis que les deux soldats avaient « dépassé leurs pouvoirs », ce qui a entraîné une enquête.
Les FDI ont précisé qu'ils « n'étaient pas au courant des allégations concernant le vol, la menace faite au suspect de quitter ses terres, ni des abus envers le suspect ainsi que sa mère et son frère ».
- Il s'agit d'un des nombreux incidents rapportés depuis octobre 2023 dans lesquels de petites communautés agricoles ont été contraintes de fuir leurs terres autour de Tekoa, alors que les vols et actes de vandalisme ont augmenté, dans certains cas, en menaces de mort, parfois avec l'aide de l'armée israélienne.
- Originaire d'un avant-poste militaire et officiellement fondé en 1977, Tekoa compte aujourd'hui plus de 4 000 habitants. Elle dispose d'une piscine publique, d'un court de tennis, d'une pizzeria et d'un festival de la bière en été. Les Palestiniens n'ont pas le droit d'y entrer sans permis, sauf dans de rares cas.
- Tekoa compte également 17 locations Airbnb.
- L'une d'elles se trouve à seulement quelques kilomètres de l'endroit où Mohammed a été attaqué. Les hébergements Airbnb de Tekoa vantent la beauté spectaculaire du désert environnant et la proximité des villes historiques de Bethléem et de Jérusalem.
- Les photos d'Airbnb ne peuvent pas être montrées pour des raisons de droits d'auteur, mais ces illustrations donnent un aperçu du type d'hébergement proposé. Les prix varient de 80 à 400 £ par nuit et comprennent des équipements de luxe tels que des piscines.
- En contraste avec la violence qui a été établie et récemment étendue à Tekoa, les annonces Airbnb la décrivent comme « une colonie communautaire unique », « une communauté chaleureuse et aimante » et « une zone calme et accueillante ». Plusieurs précisent qu'elles se situent en Israël, alors que le droit international les considère comme faisant partie de colonies illégales sur un territoire palestinien.
- D'autres annonces reprennent les clichés des colons sur des terres « vides », comme l'hébergement à Tekoa D qui décrit son logement comme situé « en bordure du désert avec une vue magnifique sur les collines où personne n'a jamais mis les pieds ». Cette affirmation est fautive, car une population palestinienne vit dans cette région depuis des générations. Beaucoup d'entre eux, comme Mohammed, ont récemment déplacés.

- C'est une histoire similaire à Avnat, une petite station balnéaire sur la cote de la mer Morte, fondée en 1983 sur des terres confisquées.
- Cette petite ville de 300 habitants, avec une plantation de dattes, compte également 15 locations Airbnb.
- Les annonces ici proposent un « paradis » au sein de la « beauté étonnante de la mer Morte et du désert de Judée ». Et des « vacances relaxantes pour le corps et l'âme ».
- Un site touristique de la région décrit Avnat comme une « colonie religieuse ouverte et diversifiée » où « les voisins sont comme une famille ». Pourtant, une fois de plus, en tant que colonie, Avnat est une zone militaire fermée aux Palestiniens voisins qui ne peuvent y accéder sans permis spéciaux.
- En réponse à ces points, certains hôtes Airbnb de Tekoa et Avnat ont déclaré que *The Guardian* adoptait un point de vue « partial » et « antisémite ». Plusieurs ont affirmé que les Palestiniens n'étaient pas autorisés dans les colonies parce qu'ils étaient dangereux. L'un d'eux a ajouté qu'il ne recevrait pas de Palestiniens pour la même raison : « vous n'accueilleriez pas des gens qui vous considèrent comme un ennemi et qui pourraient vous tuer ».
- 25 Israéliens ont été tués en Cisjordanie entre octobre 2023 et le 11 février 2025. Mais les statistiques de l'ONU montrent que la violence mortelle en Cisjordanie vise principalement les Palestiniens. Sur cette période, 842 Palestiniens y ont été tués, dont la majorité, 828, par les forces israéliennes.
- Airbnb réalise normalement 20 % de bénéfices sur ses locations. Depuis 2019, elle reverse les bénéfices issus de la Cisjordanie à l'Institut pour l'économie et la paix, une organisation à but non lucratif australienne. Mais au-delà du profit, les organisations de défense des droits humains formulent une autre critique envers les entreprises opérant dans ces colonies.
- Les donateurs affirment que faire des affaires dans ces zones normalise et finance ces colonies. Ce soutien a valu à Airbnb d'être inscrit sur la liste du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) des entreprises internationales complices des violations israéliennes des droits des Palestiniens.
- Et ce n'est pas un cas isolé, il y a 321 locations Airbnb dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. En fait, un tiers de tous les Airbnb en Cisjordanie se trouvent dans des colonies.
- Il y a également 26 hôtes répertoriés sur Booking.com, un site similaire basé sur la commission qui propose des locations de vacances. À notre connaissance, Booking.com conserve les bénéfices issus de ses annonces dans les colonies israéliennes.

Au total, le Guardian a identifié près de 350 propriétés, dont 321 maisons, appartements ou chambres listés sur Airbnb, et 26 hôtes sur Booking.com, à travers la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, au 30 août 2024.

Les chambres d'hôtel ou locations de vacances présentes sur les deux sites ont été comptabilisées une seule fois. Les doublons ont été éliminés en attribuant les locations de vacances (appartements et maisons) à Airbnb, et les chambres d'hôtel à Booking.com. En comptant les annonces plutôt que les propriétés, il y avait en tout 402 annonces en Cisjordanie incluant Jérusalem-Est, 350 sur Airbnb et 52 sur Booking.com.

Parmi les annonces Airbnb recensées par l'analyse du Guardian, 18 se situent dans des avant-postes, des colonies considérées comme illégales selon le droit international, non autorisées officiellement par le gouvernement israélien et illégales selon la loi israélienne.

« Les crimes de guerre ne sont pas une attraction touristique »

En opérant dans les colonies, des multinationales comme Booking.com et Airbnb violent le droit international, alertent des militants des droits humains. Booking.com et Airbnb font partie des 16 entreprises non israéliennes identifiées par l'ONU comme ayant des liens avec les colonies israéliennes en Cisjordanie.

« Toute entreprise qui fait des affaires dans les colonies illégales d'Israël facilite un crime de guerre et contribue à soutenir le système d'apartheid israélien », a déclaré Kristyan Benedict, responsable de la réponse aux crises chez Amnesty International Royaume-Uni, en réaction aux résultats du Guardian.

« Avec les forces militaires israéliennes et les colons ayant tué et blessé un grand nombre de civils palestiniens en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ces 15 derniers mois, les entreprises touristiques se rendent complices d'un système sanglant de crimes de guerre israéliens et de répression systématique.

Les crimes de guerre ne sont pas une attraction touristique, Airbnb, Booking.com et l'ensemble du monde des affaires doivent immédiatement couper tous leurs liens avec l'occupation illégale d'Israël et l'annexion en cours des territoires palestiniens. »

Sari Bashi, directrice de programme à Human Rights Watch, a indiqué que, en permettant aux propriétés situées dans les colonies israéliennes d'être listées sur leurs sites, « Airbnb et Booking.com contribuent aux saisies de terres, aux restrictions sévères sur la liberté de mouvement et même au déplacement forcé des Palestiniens en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, des abus commis par les autorités israéliennes pour maintenir l'oppression et la domination sur les Palestiniens dans le cadre du crime contre l'humanité qu'est l'apartheid ».

« Les entreprises ne doivent pas faciliter, encourager ou tirer profit de graves violations du droit international. Le temps est venu pour ces deux sociétés d'arrêter toute activité dans les territoires occupés sur des terres volées. »

La présence de ces annonces sur les territoires palestiniens occupés a également suscité des poursuites judiciaires. Les procureurs néerlandais poursuivent l'enquête sur une plainte pénale déposée contre Booking.com pour ses annonces dans des colonies israéliennes, sans décision prise ce jour quant à la suite à donner.

L'ONG néerlandaise Centre pour la Recherche sur les Multinationales (Somo) a également déposé la plainte auprès du procureur public néerlandais en novembre 2023. Booking.com y est accusée de « tirer profit de crimes de guerre en facilitant la location de maisons de vacances sur des terres

volées – la population palestinienne indigène ».

Le mois dernier, l'organisation a soumis de nouvelles preuves aux procureurs néerlandais, alléguant qu'après le départ initial, Booking.com avait « considérablement étendu » ses annonces en Cisjordanie occupée.

Lydia de Leeuw, de Somo, qui dirige la plainte, a déclaré au Guardian : « On voit à travers la persistance des annonces [de Booking.com] en territoire palestinien occupé qu'ils n'ont absolument pas l'intention d'arrêter leurs activités. »

Dans un avis consultatif historique en juillet 2024, la Cour internationale de justice de l'ONU a ordonné à Israël de mettre fin à son occupation des territoires palestiniens, estimant que sa présence violait le droit international. Elle a également conseillé aux États membres de ne pas reconnaître cette occupation comme légale, ni d'apporter aide ou assistance pour maintenir cette situation.

Le tourisme en Cisjordanie – l'ère des locations de vacances

La revendication des colons selon laquelle les terres volées sont désormais israéliennes transparaît dans les annonces Airbnb. Deux annonces Airbnb sur cinq situées dans des colonies israéliennes indiquent leur emplacement comme étant Israël, et non les territoires palestiniens occupés, dans leur titre, adresse ou détails de localisation, tandis que seulement deux annonces mentionnent explicitement qu'elles se trouvent sur des terres palestiniennes. Trois quarts mentionnent le nom de la colonie dans le titre, le nom ou la localisation.

Au 30 août, seulement cinq des 26 hôtels listés dans des colonies israéliennes sur Booking.com mentionnaient explicitement dans leur adresse ou description qu'ils se trouvaient sur un territoire palestinien.

En novembre 2018, Airbnb avait annoncé qu'il retirerait environ 200 annonces en Cisjordanie occupée, mais la société est revenue sur cette décision quelques mois plus tard après qu'un collectif d'avocats israéliens ait déposé une action collective contre ce retrait. La société affirme reverser les bénéfices tirés de la région à des organisations caritatives.

Un rapport d'Amnesty International de 2019 indiquait que le gouvernement israélien augmentait son soutien à l'industrie touristique liée aux colonies et avait construit « de nombreuses colonies proches de sites archéologiques pour rendre explicite le lien entre l'État moderne d'Israël et son histoire juive ».

« La désignation de certains lieux comme sites touristiques est aussi utilisée par le gouvernement israélien pour justifier la prise de contrôle des terres et maisons palestiniennes », entraînant des expulsions forcées et des restrictions empêchant les Palestiniens d'agrandir leurs maisons ou de cultiver leurs terres, précisait le rapport.

La politique israélienne d'exploitation des sites historiques et religieux, ainsi que des zones de beauté naturelle, réserves naturelles et parcs nationaux en Cisjordanie pour le tourisme international, va de pair avec le développement de l'industrie touristique palestinienne, affirmait un rapport de 2017 de l'ONG israélienne Who Profits. Par exemple, seuls 0,3 % des guides touristiques agréés pour mener des visites en Israël et en Cisjordanie sont palestiniens, alors que près de 40 % des sites touristiques visités par les touristes internationaux en Israël en 2014 se trouvaient en territoire palestinien occupé.

La violence en Cisjordanie depuis octobre 2023

Depuis le début de la guerre à Gaza en 2023, la violence a fortement augmenté en Cisjordanie. Au total, 881 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie dans les 10 ans précédant le 7 octobre 2023, et 877 l'ont été dans les 16 mois suivants jusqu'au 11 février 2025, selon les données de l'ONU. Parmi eux, 857 ont été tués par l'armée israélienne. Ce chiffre contraste avec les 32 Israéliens tués en Cisjordanie depuis octobre 2023, dont 21 soldats.

La destruction des propriétés palestiniennes en Cisjordanie a également augmenté ces deux dernières années, selon les données de Bâsetsem. Entre 2006 et 2024, Israël a rendu 9 700 personnes sans domicile en Cisjordanie par la démolition de leurs maisons, un record atteint en 2024 avec 841 propriétés démolies et 953 personnes déplacées.

Réponses à Airbnb et Booking.com

Airbnb a refusé de divulguer le montant total reversé des organisations humanitaires depuis 2019, date à laquelle la société est revenue sur sa décision de retirer les annonces de maisons en Cisjordanie occupée.

Lors de cette annonce de retour en arrière, la société américaine avait indiqué qu'elle reverserait tous les bénéfices issus des locations en Cisjordanie des organisations humanitaires. Ces bénéfices ont été versés à l'Institut pour l'Économie et la Paix, un groupe de réflexion international basé à Sydney, Australie.

Un porte-parole d'Airbnb a déclaré : « Depuis 2019, Airbnb reverse tous les profits générés par les activités des hôtes en Cisjordanie à une organisation internationale but non lucratif. Nous continuerons cette démarche dans le cadre de notre politique globale sur les territoires disputés. »

Un porte-parole de Booking.com a déclaré : « La guerre à Gaza et la montée de la violence en Cisjordanie, au Liban et en Israël sont déchirantes, et nous sommes profondément attristés par la douleur extrême, la souffrance et les pertes endurées par tant de personnes dans la région. Nos pensées vont à tous ceux qui sont affectés, et nous espérons sincèrement une fin à la violence.

Notre mission est de faciliter lâ??accÃ“s au monde pour tous, et nous estimons donc que ce sont les voyageurs qui doivent choisir oÃ¹ ils veulent ou doivent aller. Ce nâ??est pas Ã nous de dÃ©cider oÃ¹ quelquâ??un peut ou ne peut pas voyager.

Malheureusement, de nombreuses rÃ©gions du monde sont en conflit ou en situation disputÃ©e, câ??est pourquoi nous voulons nous assurer que les voyageurs disposent de toutes les informations nÃ©cessaires pour faire leurs choix. Si une rÃ©gion peut Ãªtre classÃ©e comme disputÃ©e

Source : [The Guardian](#)

Traduction : ST pour Agence Media Palestine

date crÃ©Ã©e
2025/08/11